

Coup de boost pour Wallimage

ÉCONOMIE La Wallonie muscle son soutien à l'industrie du cinéma et du jeu vidéo

- ▶ Les moyens du fonds régional vont être augmentés de 4,6 millions d'euros.
- ▶ Un million sera spécifiquement consacré au secteur du jeu vidéo.

Le gouvernement wallon a décidé de muscler sa politique de soutien à l'industrie audiovisuelle, en vue d'attirer plus d'investissements en Wallonie. Réuni en conseil de ministres ce jeudi après-midi, celui-ci a, sur proposition du ministre de l'Économie Pierre-Yves Jeholet, décidé d'augmenter de 4,6 millions d'euros les moyens mis à disposition de Wallimage. Il s'agit d'un fonds régional qui intervient soit en investissant directement dans des projets cinématographiques qui génèrent des dépenses en Wallonie (Wallimage Coproductions), soit en finançant des entreprises audiovisuelles wallonnes en tant qu'actionnaire ou prêteur (Wallimage Entreprises). C'est, par exemple, via ce dernier véhicule que Wallimage est entré récemment au capital de nWaves, le studio d'animation de Ben Stassen (*Fly me to the moon, Sammy...*)

Cette recapitalisation trouve son origine dans un courrier adressé il y a six mois par le conseil d'administration de Wallimage au gouvernement. Celui-ci attirait son attention sur le fait que le fonds se retrouve à devoir refuser son soutien à certains films faute de moyens financiers suffisants. « On a calculé que sur une saison, cela avait représenté un manque à gagner de presque 4 millions d'euros pour l'économie wallonne au sens large », explique

Philippe Reynaert, patron de Wallimage. Une étude réalisée il y a quelques années par le consultant E&Y a en effet démontré qu'un euro investi par le fonds dans une production cinématographique en vue de l'attirer en Wallonie générerait un retour de quatre euros pour l'économie régionale grâce à toutes les retombées fiscales : impôt sur les personnes physiques (lié aux salaires), impôt des sociétés, TVA...

Une concurrence accrue

Wallimage peine donc à suivre la demande alors que la concurrence ne cesse de se renforcer ces dernières années autour de lui : la Flandre et Bruxelles se sont dotés d'un fonds régional similaire (Screen Brussels et Screen Flanders), l'Allemagne et le Luxembourg ont augmenté les moyens dédiés à l'audiovisuel et la France a rendu son incitatif local beaucoup plus attractif.

« Le mécanisme Wallimage fonctionne bien mais, arrivé à ce stade et vu la concurrence de nos voisins proches, il est important de s'inscrire de manière volontariste sur la carte du monde, explique Pierre-Yves Jeholet. Pour rester attractif dans un marché de plus en plus concurrentiel et être un acteur de poids à l'international, une augmentation des moyens financiers de Wallimage est indispensable ».

Diversification

Le gouvernement a donc décidé d'injecter 1,5 million d'euros de plus par an dans Wallimage Coproductions, ce qui fait passer son volant d'action de 5 à 6,5 millions par an. Le capital de Wallimage Entreprises va quant à lui être augmenté de 2,6 millions. Sur cette somme, un mil-

lion devra impérativement être destiné à soutenir le secteur du gaming. Cela fait déjà quelques années maintenant que Wallimage Entreprises s'est diversifié. À côté du cinéma, le fonds investit aussi dans des sociétés actives dans le monde de la télé, des agences numériques créatives et du jeu vidéo (Fishing Cactus, Vigo Universal...). Récemment, il a investi dans le studio carolo Appeal qui vient de sortir une nouvelle version de son jeu Outcast. En misant sur le soutien à l'industrie du gaming, la Wallonie s'inscrit ici dans la droite ligne du fédéral qui envisage d'étendre le mécanisme du tax shelter au secteur du jeu vidéo. « On ne demande pas mieux que de pouvoir soutenir davantage le gaming car on ne peut pas le faire via Wallimage Coproductions, explique Philippe Reynaert. Le jeu vidéo n'est pas considéré par l'Europe comme un produit pouvant bénéficier de l'exception culturelle ».

La décision du gouvernement wallon comprend aussi un volet rationalisation. Deux entités juridiques Wallimage fusionneront et les trois bureaux d'accueil de tournage (Hainaut, Brabant wallon et Liège/Namur/Luxembourg) qui fournissent des services aux producteurs (répérage des lieux, obtention des autorisations, casting des figurants...) vont être regroupés et logés au sein de Wallimage pour assurer un maximum de synergies. La dotation de ces trois ASBL - 500.000 euros au total - lui reviendra. « Un cinéaste étranger voulant tourner en Wallonie ne devra plus contacter trois adresses différentes, souligne Pierre-Yves Jeholet. Au final, grâce à ce travail de rationalisation, on passera de 6 à 2 structures ». ■

JEAN-FRANÇOIS MUNSTER

EN CHIFFRES

377

Nombre de projets soutenus de 2001 à 2018 (dont 266 longs-métrages).

62 millions

Sommes investies par Wallimage entre 2001 et 2018.

240 millions

Retombées économiques pour la Région sur les 309 projets aboutis.

390 %

Retour sur investissement pour la Wallonie.

35

Nombre de sociétés dans lesquelles Wallimage a investi.

J.F.M.